

Marie L'ESTOILE (DE)



Profession

Sylviculteur

Mandature(s)

2010 - 2015

Membre au titre de la

COHESION SOCIALE ET TERRITORIALE ET VIE ASSOCIATIVE

Désigné par

Coop de France

Présidente de la coopérative forestière de l'Ouest

Organisation représentée :

La Coopération Agricole

Parcours

Groupe : Groupe de la coopération

Formations de travail :

Section de l'agriculture, de la pêche et de l'alimentation / Membre

Section des affaires européennes et internationales / Membre

Délégation à l'Outre-mer / Membre

Date de fin de mandat : 16/11/2015

Sylvicultrice en Normandie, Marie de l'Estoile représente la coopération forestière au CESE. Elle est en effet à l'origine de la création de l'Union de la Coopération Forestière Française, qu'elle a présidée de 1974 à 2010. Elle en est aujourd'hui la présidente d'honneur. Depuis juin 1979, elle préside la Coopérative Forestière d'Evreux qu'elle a fondée ainsi que la Coopérative Forestière du Grand Ouest. Nommée au CESE au titre de COOP de France dont elle est membre du Conseil Fédéral, elle a notamment été rapporteure de l'avis adopté en octobre 2012 par le CESE "La valorisation de la forêt française" : cet avis insiste sur la nécessité de regrouper les producteurs et de dynamiser la filière bois qui dispose d'un potentiel économique, social et environnemental considérable mais reste insuffisamment exploitée alors que la France est le 3ème pays le plus boisé de l'Union européenne.

Rapporteur de

La valorisation de la forêt française



La édition de
JOURNAUX OFFICIELS

10/10/2012

Déclarations



Perspectives pour la révision de la stratégie Europe 2020



La bonne gestion des sols agricoles : un enjeu de société



L'agriculture familiale



Migrations internationales : un enjeu planétaire



Les ports ultramarins au carrefour des échanges mondiaux



La saisonnalité dans les filières agricoles, halieutiques et agroalimentaires : une réalité méconnue aux enjeux pourtant importants



L'influence de la France sur la scène européenne et internationale par la promotion du droit continental



Favoriser l'accès pour tous à une alimentation de qualité, saine et équilibrée



La RSE : une voie pour la transition, économique, sociale et environnementale



Le défi de l'insertion professionnelle et sociale des jeunes ultramarins



La gestion et l'usage de l'eau en agriculture



L'extension du plateau continental au-delà des 200 milles marins : un atout pour la France



La future politique commune des pêches

Attaché.e de groupe : Barbara Mauvilain-Guillot

tél 01 44 43 64 16

barbara.mauvilain-guillot@lecese.fr